

## Emmanuel Todd: «Le jour où l'euro tombera»

Par **Martine Orange, La Parisienne Liberee et Antoine Perraud**

Article publié le mercredi 30 novembre 2011

Nous inaugurons, avec Emmanuel Todd, une série de grands entretiens en vue de la présidentielle. En plus de solliciter l'analyse de personnalités compétentes et légitimes, nous leur demanderons de se muer en force de propositions, exercice auquel se livre donc l'historien, anthropologue et démographe, dans la vidéo ci-dessous.

Né en 1951, en marge de l'université française après avoir notamment étudié à Cambridge en Angleterre, Emmanuel Todd apparaît souvent terriblement journaliste à ses pairs et furieusement académique aux yeux de bien des gazetiers...

Il annonça, à 25 ans, la fin de l'Urss au nez et à la barbe des kremlinologues, en se fondant sur l'étude des structures familiales et autres fantaisies – selon les canons alors encore dominants d'un marxisme sourcilieux: *La Chute finale* (Robert Laffont, 1976). Emmanuel Todd écrivit son fait au sujet des États-Unis d'Amérique, colosse dont il examina scrupuleusement les pieds d'argile, qui en font désormais un facteur de désordre mondial: *Après l'Empire* (Gallimard, 2002).

Il examina les troubles alors encore à venir dans des sociétés arabo-musulmanes confrontées à leur transition démographique: *Le Rendez-Vous des civilisations* (avec Youssef Courbage, Le Seuil, 2007).

Le chercheur inventoria par ailleurs les processus ayant favorisé l'émergence de Ségolène Royal et surtout l'arrivée au pouvoir d'un Nicolas Sarkozy en 2007: *Après la démocratie* (Gallimard, 2008).

Il s'amuse des interviewers qui viennent parfois le voir comme la Pythie sur son trépied. Ses intuitions, servies par un verbe haut, font mouche. Il nous confia ainsi comment François Hollande pourrait connaître un destin politique aux antipodes d'un François Mitterrand, arrivé à l'Élysée «à gauche

toute», pour baisser pavillon dès 1983 avec «le tournant de la rigueur». L'actuel candidat socialiste, quasiment centriste en début de course, finira-t-il, crise systémique oblige, en héraut d'une gauche revivifiée?

Pour comprendre le paysage européen et ses enjeux monétaires ou sociaux, voici donc l'homme dont les recherches avaient été détournées au profit de la campagne de Jacques Chirac, en 1995, sur «la fracture sociale»...

**Craignez-vous que la droite n'acclimate vos idées sur le protectionnisme, du fait de ce «besoin de protection» sur lequel entend jouer Nicolas Sarkozy?**

Je ne me suis pas posé la question en ces termes. Je vois plutôt venir une campagne très dure, qui pourrait permettre à la gauche de redevenir la gauche. On voit en effet disparaître une certaine fantaisie (la gauche de la gauche, le trotskisme...), au profit d'une reconfiguration favorisée par une discipline inhabituelle.

En face, la droite existe – par-delà l'insignifiance de Nicolas Sarkozy – à travers deux composantes de son corps électoral, qui se sont énormément rapprochées: l'UMP et le FN. La porosité est désormais patente.

Je m'attends donc à un choc frontal sur le plan idéologique, avec une gauche obligée de s'assumer du fait de la crise, de l'effondrement de la légitimité libre-échangiste «européiste», ou de la faillite des classes dirigeantes. Cette gauche, contrainte d'être plus offensive, devra désigner le véritable ennemi: la nouvelle oligarchie, le nouveau système de pouvoir, les nouveaux rapports de classe.

Cette gauche française, par la force des choses, sera tenue de sortir du béni-oui-oui social-libéral, face à une droite n'ayant rien à proposer et qui ressortira donc les thèmes de l'identité nationale, de l'islam, des Arabes. Cette droite, très liée à ce qu'on appelait jadis «le grand capital financier», cette droite Fouquet's pour dire vite, fera du populisme, jouera sur les peurs et le vieillissement d'un corps électoral, qui n'a jamais été aussi âgé en France.

Alors certes, dans la confusion générale, il est possible que Nicolas Sarkozy demande à son baratineur en chef, Henri Guaino, d'écrire son pipotage habituel de dernière minute, sur le protectionnisme. Il l'avait instrumenté en 2007, comme naguère au profit de Jacques Chirac. Il suffira de rappeler ces précédents pour contrer une telle tromperie sur la marchandise. Mais peut-être avez-vous raison: quelqu'un se trouve sans doute déjà dans les starting-blocks, prêt à raconter n'importe quoi!

### **Vous ne craignez pas que Sarkozy parvienne à se poser en digne?**

Mais il est là depuis cinq ans, il a déjà tout dit sans jamais rien faire! Or le corps électoral comprend, malgré les grands médias tenus par l'argent. Nous sommes encore dans la phase où l'establishment journalistico-communicant s'enivre de son propre isolement: nous n'entendons, sous couvert de politique, que des spécialistes parler entre eux.

Nous verrons bientôt apparaître, dans les sondages, le vote populaire, qui représente encore 50% de la population électorale. Ces gens comprennent ce qui ne va pas, à droite comme à gauche. Ils savent déjà que le propos du président sur leur «protection» relèvera du tour de passe-passe. Pour eux, Sarkozy, c'est le type qui s'est baladé dans les usines en déclarant qu'il allait les sauver mais qui n'en a rien fait!

Cet électorat – j'espère ne pas me comporter ici comme l'establishment en parlant à la place du peuple! – a profondément intériorisé l'impuissance de Sarkozy. Celui-ci n'a pas pu démettre Fillon, ce que n'importe quel président de la Ve République n'aurait jamais supporté. Il a été obligé de reprendre Juppé, ce qui le prive de l'intégralité de la politique étrangère, ce prétendu «domaine réservé».

Voilà quelqu'un toujours présenté comme un personnage fort. Mais il est vacillant, telle est sa réalité psychologique! Il se situe dans un modèle hiérarchique: il se montre fort avec les faibles et faible avec les forts. Il se soumet aux puissants (les États-Unis, la Chine, l'Allemagne) et tape sur les gamins de banlieue ou sur les Roms! Je suis persuadé que les gens le savent.

De plus, une rupture idéologique vient d'intervenir. J'ai été tricard plus d'une décennie sur la question du protectionnisme européen, qui ne pouvait, clamait-on, que faire le jeu du FN. Enfin la primaire socialiste vint! Arnaud Montebourg, qui avait compris avant moi – puisqu'il appelait à une taxation européenne de certains produits dès 1997 alors que je n'ai pigé qu'en 1999 –, a obtenu un succès parmi les classes moyennes (le corps électoral de cette primaire). Nous ne savons pas encore quel sera l'écho de son discours dans les milieux populaires.

Il est donc trop tard pour Nicolas Sarkozy: cette thématique de la protection économique ne peut plus être maniée par la droite. La voilà ancrée à gauche. Pas suffisamment, certes, mais elle ne peut qu'y trouver un écho de plus en plus large du fait de la crise. Le timide concept de «juste échange» débattu dans le PS est dépassé. Sur la question des banques et de la dette publique – sans oublier l'euro –, il faudra une prise de contrôle par l'État pour éviter la panique. Or c'est précisément là que gît le subconscient de la gauche...

### **«Nous sommes dans une hésitation historique»**

#### **Et le FN en embuscade ?**

Le FN est certes haut dans les sondages et il peut encore passer à une hauteur supérieure. Mais il existe enfin une possibilité de le voir avalé par une gauche ragaillardie. Tout dépend de la campagne que mènera le PS: nous sommes dans une hésitation historique.

Il y a donc de l'espérance, même si nous nous avançons vers quelque chose de très dur et de très angoissant. Auparavant, nous ne pouvions qu'espérer un élu de droite à peu près civilisé ou un(e) socialiste continuant de faire la même chose. Nous ne sommes plus dans une telle continuité: nous aurons vraiment pire, ou franchement mieux!

#### **Croyez-vous à une rupture ?**

Il y aura forcément rupture. Si Nicolas Sarkozy était réélu, après ce qu'il a déjà fait, la France ne serait plus la France. Elle ne se relèverait pas d'un deuxième mandat d'un tel président, qui pourchasse les boucs émissaires en pleine déroute économique. Étant donné



son image dans le monde, les Français paieraient une note salée: s'ils votaient mal, ils seraient punis par l'Histoire.

En revanche, la France peut à nouveau émerger comme le pays de l'égalité, capable d'utiliser l'État de façon originale pour mettre à bas les puissances financières. Souvenons-nous des suites de la crise de 1929, quand l'Allemagne produisait Hitler, la Grande-Bretagne des conservateurs asthéniques et l'Amérique Roosevelt: la France a élu le Front populaire...

### **Voyez-vous une tension entre le capitalisme qui tend à son autodestruction et l'Europe qui s'achemine, malgré tout, vers son autoconstruction?**

Je vois tout à fait autre chose! Le champ de force est difficile à analyser, nous percevons uniquement ce qu'il y a de commun au monde développé: la montée de l'inégalité, ainsi que des phénomènes de domination. Chez les Anglo-Saxons, les libertés individuelles sont chevillées au corps. Mais en Europe continentale, existent des manifestations d'autorité politique et de bureaucratisation. Dans la zone euro, ou plutôt dans ses parties faibles (c'est-à-dire toute la zone sauf l'Allemagne!), nous sommes confrontés à une forme d'hybridation: des responsables sont nommés sur pression de Berlin pour relever les finances publiques, après avoir travaillé pour Goldman Sachs. Ils se retrouvent à l'intersection des deux domaines de domination.

Or la France navigue à vue, précisément à cette intersection, avec des élites de droite, dans la tradition catholico-vichyste, très séduites par l'Allemagne et les systèmes autoritaires de l'Europe continentale, tandis que le tempérament de sa population rend la France plus proche des valeurs de liberté anglo-saxonnes. D'où des tensions intéressantes sur le plan historique et anthropologique...

En ce qui concerne la construction européenne, les forces de l'inégalité et de la domination sont dans une forme d'ivresse terminale: exigence d'un service frénétique de la dette publique, appétit de privatisations, soif d'austérité! Bref, encore plus de tout ce qui a été fait! Comme si les élites, qui tiennent

un tel discours, étaient aveuglées par les dieux attachés à leur perte: nous pataugeons dans le tragique de l'Histoire...

Cependant, un tel retour au tragique se fait chez nous sur un mode sénile, en raison de notre pyramide des âges: voilà pourquoi vous ne voyez pas une jeunesse européenne envahissant massivement l'espace public, comme dans les pays arabes.

### **Qu'en est-il de la démocratie en Europe?**

Nous découvrons la supercherie suivante: les valeurs européennes étaient censées s'incarner dans un espace de démocratie libérale ayant renoncé aux rapports de force entre les nations, traitées sur un pied d'égalité, quelle que fût leur puissance. C'était une fiction. On savait que le Luxembourg n'avait pas forcément son mot à dire, certes. Mais la Belgique, par exemple, avait réellement voix au chapitre.

Or l'Europe est aujourd'hui devenue le contraire d'un tel mythe fondateur. L'égalité? Nous nous retrouvons avec un système hiérarchique dément: des faibles et des forts (avec un fort absolu: l'Allemagne). Les faibles sont mis au pas et privés de leur système démocratique, tandis que surgit un nouveau personnel venu de Bruxelles, Francfort et Berlin – les trois pôles du système de domination –, sous les applaudissements de Paris, convertie en succursale chargée de faire la claque!

### **«Il n'y a plus de rapports égalitaires en Europe»**

### **L'Allemagne, revoilà l'ennemi ?**

Je sais tout ce que l'Allemagne apporta à l'Europe avant le nazisme – à commencer par la réforme protestante et l'alphabétisation de masse. Ce pays repose sur une culture particulière, centrée sur la famille souche; système à héritier unique un peu autoritaire. D'où son efficacité industrielle, sa position dominante en Europe, mais aussi sa rigidité mentale. L'Allemagne s'est toujours affolée quand elle s'est retrouvée en position dominante. Notamment sous Guillaume II, avant le premier conflit mondial, quand, échappant à la raison bismarkienne, elle se retrouva



hégémonique. La situation actuelle se rapproche davantage de cette période wilhelmienne que de la séquence nazie.

Or une telle ivresse de puissance serait facile à contrôler, si les décideurs français étaient normaux: l'Allemagne est vieille, avec 80 millions d'habitants qui peinent à se renouveler; elle n'est plus dans une culture totale; son industrie, somme toute moyenne, hyper exportatrice, certes, est loin du niveau japonais, par exemple, techniquement parlant. Bref, il serait facile de la ramener à la raison. Mais la névrose des classes dirigeantes françaises les pousse à s'agenouiller.

Une telle inaptitude à remettre Berlin à sa place, de la part d'un président de la République atteint de nanisme politique et qui se montre donc incapable d'affronter Angela Merkel, entretient l'Allemagne dans son délire. Délire auquel répond une hostilité incroyable à l'encontre de Berlin, sur tout le continent.

**Nous venons d'assister, en Grèce et en Italie, à une interdiction de référendum, à des dépositions de chefs de gouvernement...**

Les pays qui viennent d'être mis au pas, la Grèce, l'Italie, bientôt l'Espagne et le Portugal, ce sont des nations dont les traditions démocratiques s'avèrent récentes et fragiles. L'Europe, qui était censée être le continent de la démocratie libérale, est devenue une machine qui l'a cassée dans des régions où elle venait de naître!

Apparemment, l'Allemagne, qui donne le la, possède une démocratie plus saine que la France: les syndicats ouvriers s'y avèrent encore représentatifs, l'extrémisme politique y est moins apparent qu'ailleurs: ça tourne mieux. Angela Merkel ne s'offre pas aux yeux du monde et de son peuple comme un problème inquiétant pour la démocratie, contrairement à l'actuel président de la République française.

Pourtant, si vous examinez la surpuissance économique allemande dans l'espace européen, vous découvrirez qu'elle se fit par le biais d'une politique économique égoïste, avec des délocalisations des produits intermédiaires en Europe de l'Est, hors zone euro. Il y a eu outre-Rhin, des années durant, un

blocage et une baisse des salaires en s'appuyant sur les mécanismes autoritaires de la culture allemande, au profit d'une politique d'exportation dans la zone euro, où Berlin réalise ses plus gros excédents commerciaux.

Une telle politique effectuée contre ses partenaires fut menée de bout en bout par des coalitions, comprenant souvent le SPD; ce qui remet finalement en cause le principe d'une véritable alternance.

Alors se pose une question en forme de retour cruel de l'Histoire: le facteur central de la dégénérescence de la démocratie dans le système européen, ne serait-ce pas l'Allemagne?...

**Des foules, d'Athènes à Madrid, crient déjà au IV<sup>e</sup> Reich!**

Le ras-le-bol s'exprime par des expressions exagérées. Mais si personne ne dit véritablement ce qui se passe, les opprimés ont l'impression d'être niés. Les choses ne sont pas dites au bon niveau, puisque Nicolas Sarkozy lâche sur tout. Il n'y a donc plus de rapports égalitaires en Europe.

Les Allemands ne sont pas foncièrement arrogants. Ils ont lâché beaucoup sur la gestion par la Banque centrale. Certes, pour ce pays à la vision fort peu égalitaire, la communautarisation de la dette semble un obstacle infranchissable. Mais il aurait été possible de le faire plier pendant qu'il était encore temps.

Le jour où l'euro tombera, il sera acté qu'une classe dirigeante entière a été délégitimée. Pour un prix inférieur à celui de 1940! Sans frais militaires! Finalement, je pourrais vous proposer une histoire riante de la France, non pas immédiatement mais un an après la chute de l'euro, alors que les Allemands ne pourront pas y faire face si facilement...

**«L'euro (dans le sens monétaire) totalitarisme !»**

**Croyez-vous à une Europe sans euro ?**

Je suis passionné, culturellement, par l'Europe. Or la monnaie unique, dont on voit qu'elle produit actuellement une exaspération sur le continent, était, dès le départ, la négation de l'Europe. J'étais donc

contre au départ. J'avais fini par l'accepter, persuadé qu'elle ne pouvait être sauvée que si l'Europe passait au protectionnisme.

Le libre-échange, présenté comme un doux commerce entre les peuples, est en réalité une déclaration de guerre économique de tous à tous. Il crée cet état de jungle, de rapport de force en train de détruire l'Europe. Il aboutit à une hiérarchisation des nations en fonction de leur situation économique.

Du coup, au stade actuel, ma préférence irait vers un sauvetage de l'euro par le protectionnisme européen. Il faudrait donc que la France ait le courage de négocier cette solution avec l'Allemagne. Il faut créer les conditions d'une remontée de la demande sur l'ensemble d'un continent, où l'on cesserait de se jeter les uns sur les autres. L'Europe redeviendrait alors ce qu'elle a cessé d'être: un atout. Ce qui apparaît aujourd'hui comme une faiblesse déstructurante, la diversité anthropologique, referait alors sa force dans un contexte global protégé.

Toutefois, au rythme où va cette crise financière, monétaire, économique, avec une récession programmée par les plans d'austérité, je vois se dessiner une sortie préventive de l'euro. Je donne raison sur ce point à l'économiste Jacques Sapir. Les Allemands se verraient alors contraints d'accepter une restructuration globale, ainsi que le protectionnisme européen.

Mais nous assistons à une absence de débats économiques. On claironne qu'il n'y a pas d'alternative. Cette attitude de déni quant aux solutions possibles trahit la fossilisation mentale du Vieux Continent. Les experts s'époumonent, tel un chœur de vieillards: «Ce n'est pas possible!»

C'est effrayant comme un discours totalitaire imposant la négation de la vie, de la réalité, de l'Histoire, de la capacité à peser sur les choses. Nous avons eu la soumission à la race avec le nazisme, la soumission à une doxa dite socialiste avec les démocraties populaires; il y a désormais une soumission à des plans d'austérité, qui conduisent mécaniquement à la régression.

Voilà bien une pathologie mentale digne de celles qui menèrent au totalitarisme. Le totalitarisme était fondé sur des sociétés dont la jeunesse était encore le ressort. Nous le reproduisons donc dans sa version décrépète: l'euro (dans le sens monétaire) totalitarisme!

**Ferons-nous l'économie d'une guerre sur le sol européen, alors que l'équilibre de la terreur semble être passé du domaine nucléaire au domaine financier?**

Les menaces de guerre font partie de la panoplie agitée par le système. S'il y a bien quelque chose qui ne menace pas sur ce continent fourbu: c'est la guerre. Personne ne va nous envahir. Le danger vient de la baisse du niveau de vie, de l'implosion des systèmes éducatifs, ou de la destruction des services publics.

Cela dit, des régimes autoritaires sont possibles. En France notamment, où la combinaison de valeurs libérales et égalitaires en tension peut déboucher sur le bonapartisme. Si la baisse du niveau de vie s'accélère et si la gauche n'est pas capable de proposer une alternative avec reprise de contrôle du système financier et restructuration de l'Europe, si la droite reste donc au pouvoir, nous irons à l'évidence vers un régime autoritaire.

Toutes les décisions du président de la République actuel s'inscrivent dans l'établissement d'un tel régime. Cela va de la mainmise sur l'information, à la volonté de fusionner la police et la gendarmerie, alors que ces deux corps séparés de maintien de l'ordre – grande tradition républicaine – s'avèrent l'une des garanties de la démocratie.

Alors, nous connaissons la dictature sans la guerre. C'est déjà ça, non?...

**Les indignés, c'est ce qui reste quand on a tout perdu?**

Les indignés sont peu nombreux dans nos sociétés européennes, où l'âge médian dépasse la quarantaine (40 ans en France, 44 ans en Allemagne), où l'état d'atomisation de la structure sociale freine l'action collective. Je ne crois pas à la puissance des forces de contestation. Nous avons besoin de prises de



conscience fortes et non d'un basculement général et révolutionnaire. Je milite pour un retour des élites à la raison, pas pour leur renversement.

Je n'ai rien contre les élites, mais je ne supporte pas qu'elles trahissent leur tâche. La lutte des classes existe et m'apparaît en partie soluble par la négociation. Il y aura toujours des classes supérieures. Celles-ci me sont intolérables lorsqu'elles deviennent folles et irresponsables. Les grandes démocraties reposent sur un système où une partie des élites accepta un tel contrat, au point de passer du côté du peuple. Or nous avons dorénavant des oligarques furieux, qui répondent à la définition d'un marxisme caricatural.

J'ai une conscience égalitaire de petit-bourgeois de gauche et je suis attaché à une forme de moralité sociale: cela ne fait pas de moi un révolutionnaire.

**Votre rhétorique enflammée donne pourtant le change...**

Oui, j'exprime très violemment des idées très modérées.

**Sous l'onglet «Prolonger», vous trouverez une vidéo de l'essentiel de cet entretien.**

**Directeur de la publication** : Edwy Plenel

**Directeur éditorial** : François Bonnet

**Directrice général** : Marie-Hélène Smiéjan

**Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).**

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 1 538 587,60€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071.

Conseil de direction : François Bonnet, Jean-Louis Bouchard, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Gérard Desportes, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa ; Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

**Courriel** : [contact@mediapart.fr](mailto:contact@mediapart.fr)

**Téléphone** : + 33 (0) 1 44 68 99 08

**Télécopie** : + 33 (0) 1 44 68 01 80 ou 01 90

**Propriétaire, éditeur et prestataire des services proposés sur ce site web** : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 1 538 587,60 euros, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : [serviceabonnement@mediapart.fr](mailto:serviceabonnement@mediapart.fr). Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.